

PASSEZ À L'ACTION

Mettre en action les solutions proposées, c'est participer à la transformation collective de la ville pour bâtir un Montréal plus inclusif et égalitaire.

Pour d'autres réponses féministes pour se loger adéquatement, inspirez-vous des autres propositions dans la [Plateforme de revendications féministes pour le droit à la ville](#) de la Table de groupes de femmes de Montréal !



La TGFM est un regroupement régional de concertation qui promeut et défend les droits des femmes dans une perspective féministe intersectionnelle. C'est son membership de plus de 80 groupes, composé essentiellement de groupes locaux de femmes et de comités femmes issus de syndicats ou de groupes communautaires et sociaux, qui constitue l'une des forces majeures de la Table.

1 Institut de recherche et d'information socioéconomique, (2023). [Le revenu viable 2023: dans la spirale de l'inflation et des baisses d'impôt.](#)

2 Ville de Montréal. [Recensement 2021.](#)

3 Celis, Leila, Audrey Dahl, TGFM et COSSL, (2020). Groupes communautaires et femmes en situation de pauvreté à Montréal: besoins, pratiques et enjeux intersectionnels.

4 Centre canadien de politiques alternatives, (2022). [A Bumpy Ride.](#)

Couverture par Maïa Faddoul @maiafadd



#MONTRÉALFÉMINISTES POUR LE DROIT À LA VILLE

Une ville féministe, c'est une ville qui s'attarde aux besoins et aux réalités de toutes les Montréalaises et qui améliore la qualité de vie du plus grand nombre.

Le droit à la ville, c'est participer à la transformation de sa ville, que ce soit en lançant des initiatives, en bâtissant des projets, en prenant part aux débats et aux prises de décisions pour l'avenir de son milieu de vie.

Actuellement, **les féministes montréalaises se mobilisent pour éliminer la pauvreté et assurer de bonnes conditions de vie.**

POUR UNE VILLE SANS PRÉCARITÉ

Selon l'IRIS, le revenu viable pour vivre à Montréal est de 32 252\$ pour une personne seule et 44 187\$ pour une famille monoparentale¹. En 2021, 41,5 % des Montréalaises ayant un revenu d'emploi gagnaient moins de 30 000 \$ par année².

La Table de groupes de femmes de Montréal (TGFM) observe une féminisation intersectionnelle de la pauvreté³. Autrement dit, certaines femmes sont plus marginalisées et précarisées en raison de discriminations systémiques, comme le racisme, le capacitisme et l'hétérosexisme qui se conjuguent au sexisme. Ces dernières vivent des discriminations qui se répercutent sur leur accès à l'éducation et à des emplois qui correspondent à leurs compétences, cela impacte leur revenu, génère de l'isolement et une sous-représentation dans les espaces décisionnels.

Les mesures de relance post-pandémie ont favorisé les secteurs de la construction, de l'immobilier et de l'informatique. Ces orientations creusent les inégalités⁴ puisque les Montréalaises peinent à accéder et à demeurer dans ces secteurs traditionnellement masculins. De plus, ces mesures ont eu un impact limité sur les emplois à prédominance féminine (santé, services de garde, enseignement, communautaire et services), qui restent sous-évalués, peu rémunérés et associés à des conditions de travail difficiles.

QUELQUES ACTIONS ET SOLUTIONS FÉMINISTES

Les organisations féministes déploient une foule d'actions pour éliminer la pauvreté et assurer de bonnes conditions de vie. Voici les différentes solutions proposées par la TGFM pour répondre aux enjeux persistants :

Améliorer le revenu des femmes

- Hausser le salaire minimum à au moins 18 \$ de l'heure.
- Assurer que les mesures de lutte contre la pauvreté impliquent des moyens pour assurer des logements, de l'alimentation et des transports abordables.
- Améliorer le revenu des femmes à la retraite.

Favoriser l'accès à l'emploi aux femmes à la croisée des oppressions (issues de l'immigration, racisées, en situation de handicap et de la diversité sexuelle et de genre)

- Prévenir, reconnaître et intervenir dans les situations de harcèlement et de discrimination en milieu de travail.
- Former les employeurs et l'ensemble du personnel à l'inclusion de la diversité dans une approche d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+).
- Établir un programme de régularisation complet et continu pour toutes les personnes migrantes avec un statut précaire.
- Reconnaître les diplômes et expériences acquises à l'étranger.
- Mettre en place des conditions de travail qui prennent en compte la réalité des femmes monoparentales cheffes de famille.

Favoriser l'accès aux emplois traditionnellement masculins et reconnaître à sa juste valeur les emplois traditionnellement féminins

- Améliorer les salaires, conditions de travail et avantages sociaux des secteurs d'emploi traditionnellement féminins.
- Favoriser l'embauche et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins.
- Déconstruire les stéréotypes afin de stimuler l'accès aux emplois traditionnellement masculins.
- Promouvoir les emplois traditionnellement masculins au sein des ressources en employabilité et dans les écoles.
- Assurer une juste représentation des femmes et personnes marginalisées dans toutes les catégories d'emplois municipaux et contrats octroyés au privé.